



22 LOCALITÉS ONT OBSERVÉ DES MOUVEMENTS DE POPULATIONS (sur 43 localités observées).



LES DÉPLACEMENTS ÉTAIENT PRINCIPALEMENT PRÉVENTIFS (19 LOCALITÉS) (sur 22 localités).



L'ENSEMBLE DES PERSONNES DÉPLACÉES SOUHAITENT RETOURNER CHEZ ELLES.

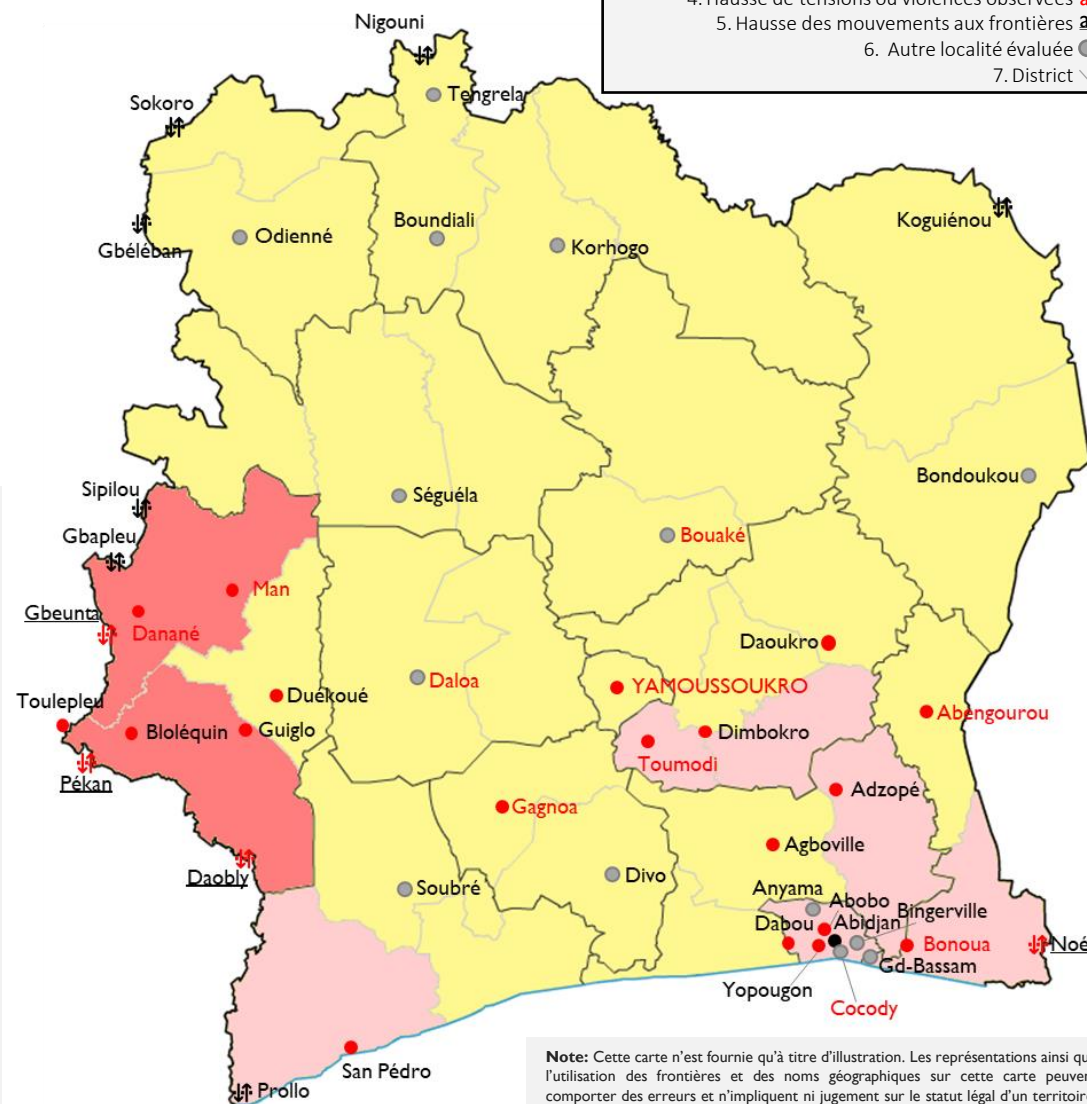


11 LOCALITÉS ONT OBSERVÉ UNE HAUSSE DES TENSIONS ET VIOLENCES.



20 LOCALITÉS CRAIGNENT UNE HAUSSE DES TENSIONS LIÉES AU CONTEXTE ÉLECTORAL.

1. Zone frontalière évaluée 🚧
2. Arrivées/départs de population observés sur localité ●
3. Déplacements observés sur zone frontalière 🚧
4. Hausse de tensions ou violences observées abc
5. Hausse des mouvements aux frontières abc
6. Autre localité évaluée ●
7. District \



Dans le contexte des élections présidentielles en Côte d'Ivoire, dont le premier tour a eu lieu le 31 octobre 2020, des affrontements et tensions ont été observés dans différentes zones du pays. Dans ce contexte, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a mis en œuvre une évaluation rapide pour déterminer les risques de déplacements liés au contexte électoral.

Méthodologie

Le but de cette évaluation rapide est d'estimer les mouvements de populations (y compris les mouvements préventifs) liés au contexte électoral en Côte d'Ivoire et d'identifier les zones à risque de déplacements et de violences.

Pour réaliser ces évaluations, les équipes OIM ont dressé une liste des **localités** sensibles et **zones frontalières** en Côte d'Ivoire. Un questionnaire rapide a été développé et administré auprès d'informateurs clés ayant un contact étroit avec les populations et une connaissance approfondie de la situation dans les zones identifiées.

La fluidité de la situation et la rapidité de la collecte de données sont susceptibles d'impacter la qualité des données qu'il faut donc prendre avec précaution.

Résultats

Sur les 43 localités observées (32 localités et 11 localités frontalières) dans le cadre de cette 2^{ème} évaluation rapide, **22 ont indiqué des mouvements (arrivées/départs) principalement préventifs de populations vers des zones considérées comme plus sûres**, notamment par crainte de violences pré et post-électorales similaires à celles de la crise post-électorale de 2010. Selon les informateurs clés interviewés le 4 novembre, 14 385 personnes auraient quitté leur domicile les jours précédents. Arrivées à leur destination, elles seraient hébergées par leur famille (45% des localités), logées dans une propriété privée (20%), vivraient dans une location (20%) ou dans un site spontané (15%).

De plus, 11 localités ont indiqué une hausse des tensions et violences et 20 craignent une hausse des tensions dans les prochains jours. Il s'agit toutefois plus d'indicateurs de craintes que de violences avérées.

Par ailleurs, **des déplacements auraient été observés à la frontière avec le Libéria**. A Pékan, on rapporte environ **500 personnes** n'ayant pas pu faire la traversée. Il pourrait y avoir des besoins en termes d'abri, d'accès à la nourriture, à l'eau et aux soins de santé.

Note: Cette carte n'est fournie qu'à titre d'illustration. Les représentations ainsi que l'utilisation des frontières et des noms géographiques sur cette carte peuvent comporter des erreurs et n'impliquent ni jugement sur le statut légal d'un territoire, ni reconnaissance ou acceptation officielles de ces frontières de la part de l'OIM.